

## **DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CAUDRY**

**SÉANCE DU MARDI 24 SEPTEMBRE 2024 – 18 h 30 –**

**DÉLIBÉRATION DST/24-09-2024/Q27**

Date de convocation : 18 Septembre 2024

**Le Conseil Municipal de CAUDRY s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance publique,  
sous la présidence de Monsieur BRICOUT Frédéric, Maire**

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

**Membres présents :** M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, Mme BERANGER Agnès, M. BONIFACE Didier, Mme TRIOUX-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, M. DEUDON José, Mme NAVEZ Patricia, M. DECALION Ismaël, Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémy, M. BRULANT Damien (à partir de la question 11), M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, M. BAJODEK Alban, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

### **Membres absents ayant donné procuration :**

Mme DAUCHET Martine : procuration à Mme THUILLEZ Martine  
Mme CHATELAIN Nathalie : procuration à M. BAUDOUX Aurélien  
M. BALEDENT Matthieu : procuration à M. BRICOUT Frédéric  
Mme CAILLAUX Céline : procuration à Mme PLUCHART Claudine  
M. BRULANT Damien : procuration à M. ROUSSEAU Jérémy (jusqu'à la question 10)

### **Membre absent excusé :**

Mme DISDIER Mélanie

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

### **OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRES AGRICOLES AVEC LA SAFER – APPROBATION**

Le Conseil Municipal de Caudry,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 15-12-2022/Q8 en date du 15 décembre 2022, par laquelle la commune de Caudry a conventionné avec la SAFER afin d'identifier l'occupation de ses parcelles agricoles.

Envoyé en préfecture le 30/09/2024

Reçu en préfecture le 30/09/2024

Publié le

01 OCT. 2024

ID : 059-215901398-20240924-DEL240924\_Q27-DE

Considérant l'état des lieux établi par la SAFER reflétant que l'ensemble des occupations des terres agricoles, propriétés de la commune, ont été réalisées sans droit ni titre et sont occupées par 5 exploitants.

Considérant qu'il convient de régulariser ces occupations afin d'assurer aux deux parties de meilleures garanties,

Madame Patricia NAVEZ, Conseillère Municipale, expose :

Dans le cadre de ses missions, la SAFER peut prendre temporairement en gestion, le foncier agricole de la Commune en instaurant des conventions de mise à disposition (CMD).

La gestion locative des terres est dans ce cas confiée par la commune à la SAFER pour une durée déterminée (jusqu'à 6 ans renouvelable une fois avec possibilité de résiliation annuelle).

Ce type de convention permet de sécuriser les récoltes annuelles des exploitants tout en permettant à la commune de percevoir une redevance pour l'occupation agricole de ses parcelles en garantissant leur statut libre d'occupation.

Cette convention, dont le projet est joint en annexe, prendrait effet à compter du 01/10/2024 jusqu'au 30/09/2030 et concernerait nos 13 ha 06 a 98 ca de terres agricoles.

Cette prestation étant déjà incluse dans notre convention de partenariat avec la SAFER, aucun supplément ne sera facturé à la commune.

Le montant de la redevance annuelle payée à la commune par la SAFER sera de 1 829,77 € TTC.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition avec la SAFER et de l'autoriser à accomplir toutes formalités en résultant.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE PAR  
TRANSMISSION EN SOUS-PRÉFECTURE  
30 SEP. 2024



Le Maire,

Frédéric BRICOUT

# CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

La présente convention est conclue en application des articles L 142-6 et L 142-7 du C.R.P.M.

Entre

---

La Commune de CAUDRY, Place du Général de Gaulle CAUDRY (59540) représentée par son Maire Monsieur Frédéric BRICOUT agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du .....

Désignée ci-après sous le vocable de « propriétaire »

**D'une part,**

et

« La S.A.F.E.R. » HAUTS DE FRANCE, 10 rue de l'île mystérieuse – CS 30725 - BOVES - 80332 LONGUEAU CEDEX - RC AMIENS B 927 220 475 00069 représentée par Monsieur Hubert BOURGOIS, son Directeur Général Délégué, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 4 Juin 2021

Désigné ci-après sous le vocable de « la S.A.F.E.R. »

**D'autre part,**

## Préambule

---

Le propriétaire et la S.A.F.E.R. ont convenu d'utiliser les dispositions de la Loi du 23 janvier 1990 permettant à tout propriétaire de confier la gestion temporaire de ses terrains pour une durée limitée, à la S.A.F.E.R. (art. 142-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime)

Aussi une convention de mise à disposition portant sur la période allant du **01/10/2024** au **30/09/2030** est elle mise en œuvre.

La S.A.F.E.R. sous sa responsabilité consentira aux exploitants qu'elle aura choisi un bail S.A.F.E.R.

## Il a été convenu ce qui suit :

---

Par la présente, le « propriétaire » met à la disposition de « la S.A.F.E.R. » qui accepte, dans des conditions dérogatoires aux dispositions de l'article L 411-1 du Code Rural, les propriétés ci-après désignées :

**TOTAL SURFACE : 13 ha 33 a 58 ca**



Envoyé en préfecture le 30/09/2024

Reçu en préfecture le 30/09/2024

Publié le

ID : 059015901036-20240924\_DEL240924\_Q27-DE

**SLOW**

**04 OCT 2024**

Commune de BEAUVOIS-EN-CAMBRESIS Surface sur la commune : 26 a 60 ca

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature	Classe
LE JEUNE BOIS	ZD	0040	26 a 60 ca	Terres	01

Commune de CAUDRY Surface sur la commune : 13 ha 06 a 98 ca

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature	Classe
VALLEE AU CHARBON	AC	0285	23 a 44 ca	Pâtures ou pâturages	01
VALLEE AU CHARBON	AC	0286	18 a 77 ca	Pâtures ou pâturages	01
LA BONNE PIERRE	AX	0159	2 a 65 ca	Terres	02
LA BONNE PIERRE	AX	0161	1 a 68 ca	Terres	02
LA BONNE PIERRE	AX	0163	1 a 85 ca	Terres	02
LA BONNE PIERRE	AX	0165	1 a 02 ca	Terres	02
LA BONNE PIERRE	AX	0167	1 a 00 ca	Terres	02
DE LIGNY	AY	0104	33 a 98 ca	Pâtures ou pâturages	01
DE LIGNY	AY	0105	5 a 53 ca	Terres	01
DE LIGNY	AY	0106	15 a 80 ca	Terres	01
DE LIGNY	AY	0107	25 a 87 ca	Terres	01
DE LIGNY	AY	0703	25 a 60 ca	Terres	01
DE LIGNY	AY	0707	8 a 49 ca	Terres	01
DE LIGNY	AY	0709	7 a 17 ca	Terres	01
LA RAMETTE	BE	0948	9 a 05 ca	Terres	02
CHAMP MOBY	ZD	0018	95 a 00 ca	Terres	02
CHAMP MOBY	ZD	0020	1 ha 11 a 50 ca	Terres	02
LES FONDS MERESSE	ZE	0004	82 a 50 ca	Terres	03
LES FONDS MERESSE	ZE	0005	70 a 10 ca	Terres	03
LES FONDS MERESSE	ZE	0016	1 ha 40 a 40 ca	Pâtures ou pâturages	03
LES FONDS MERESSE	ZE	0017	56 a 50 ca	Pâtures ou pâturages	03
CHAMP DEUDON	ZE	0040	75 a 80 ca	Terres	03
CHAMP DEUDON	ZE	0040	32 a 40 ca	Terres	02
LES FONDS MERESSE	ZE	0109	20 a 50 ca	Terres	03
DE WEDEL	ZE	0133	3 a 78 ca	Terres	03
DE WEDEL	ZE	0134	96 a 82 ca	Terres	03
HUREE DES PRETTES	ZK	0007	18 a 90 ca	Terres	01
HUREE DES PRETTES	ZK	0050	1 ha 04 a 73 ca	Terres	02
HUREE DES PRETTES	ZK	0054	3 ca	Terres	02
HUREE DES PRETTES	ZK	0055	24 a 20 ca	Terres	02
HUREE DES PRETTES	ZK	0057	55 a 88 ca	Terres	03
HUREE DES PRETTES	ZK	0058	1 ha 14 a 27 ca	Terres	03
HUREE DES PRETTES	ZK	0060	17 a 74 ca	Terres	03
HUREE DES PRETTES	ZK	0061	4 a 03 ca	Terres	03

- La présente convention a lieu sous les charges, clauses et conditions générales ci-après, que la S.A.F.E.R. s'oblige à exécuter et à accomplir sous peine de résiliation, si bon semble au propriétaire.

Montant de la redevance fixe annuelle due par la SAFER (140 €/ha)	<b>1 867,01 € TTC</b>
Date du règlement	<b>31 décembre</b>
Quote-part d'impôts annuelle à la charge de la SAFER	-
Frais de dossier et d'état des lieux (à verser à la SAFER)	-
Cotisations (MSA, wateringues, drainage, remembrement) à la charge du preneur à compter du	<b>01/10/2024</b>
Date de prise d'effet de la convention	<b>01/10/2024</b>
Date fin de la convention	<b>30/09/2030</b>
Chasse réservée par le propriétaire	-
D.P.U.	<b>si transfert, clause à annexer</b>

---

## CONDITIONS GENERALES

---

### 1. Charges et conditions

La Safer prendra les biens dans l'état où ils se trouvent à la date de son entrée en jouissance.

- **Utilisation des biens selon bail conclu par la Safer**

La Safer utilisera les biens objet de la présente convention aux fins d'aménagement parcellaire ou de mise en valeur agricole, conformément au but fixé par les articles L.141-1 à L.141-5 du code rural et de la Pêche Maritime.

Elle consentira à cet effet des baux relevant des dispositions du 3ème alinéa de l'article L.142-6 du code rural et de la Pêche Maritime.

- **Intervention auprès du preneur**

Le propriétaire s'interdit toute intervention directe de quelque nature que ce soit auprès du ou des exploitants qui auront contracté avec la Safer.

## **- Impôts et assurances**

Le propriétaire acquittera tous les impôts ainsi que les taxes afférentes aux biens objets des présentes ainsi que les primes d'assurances lui incombant. La Safer remboursera annuellement au propriétaire une quote-part d'impôts dans les proportions définies précédemment (à récupérer auprès de l'exploitant). Les cotisations M.S.A. seront mises à la charge de l'exploitant, ainsi que les taxes afférentes aux bocages, bas-champs, waterings, drainage et remembrement.

En cas de dégrèvements d'impôt foncier liés à des phénomènes climatiques, le propriétaire s'engage à reverser à la Safer les montants perçus dans la limite des montants de remboursement d'impôts fonciers, exigés à la Safer.

## **2. Montant de la redevance**

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle que la Safer s'oblige à payer au propriétaire à son domicile ou à tout autre lieu convenu en un seul terme.

## **3. Déclarations - Formalités**

### **- Déclarations diverses**

a) Par les présentes, le propriétaire, en application de l'article L.142-6 du code rural et de la Pêche Maritime, met à la disposition de la Safer qui accepte et dans les conditions dérogatoires aux dispositions de l'article L 411-1 du Code Rural, les biens, objets de la convention.

b) Le propriétaire déclare que le bien objet de la présente convention :

- est libre de location
- n'a fait l'objet d'aucune reprise susceptible d'être annulée en exécution de l'article L 411-66 du Code Rural
- ne provient pas d'une exploitation agricole ayant fait l'objet d'un partage réalisé en application de l'article 832-2 du Code Rural. En conséquence, il n'est grevé d'aucun droit de priorité institué par ce texte.

### **- Enregistrement**

Les parties déclarent que la présente convention est exonérée des droits de timbre et d'enregistrement en application de l'article L 142-6 du Code Rural et 1028 du code général des impôts.

### **- Droits à paiement**

Le « propriétaire » déclare être parfaitement informé des dispositions réglementaires, communautaires, nationales, relatives au transfert des droits à paiement unique. Dans l'hypothèse où un transfert de D.P.U. accompagnerait cette mise à disposition, un bail de droit à paiement unique serait annexé à la présente convention.

- **Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :  
Le « propriétaire » en son domicile, la « Safer » à son siège social

- **Clause de reprise anticipée**

Si le propriétaire souhaite obtenir la libre disposition de tout ou partie des biens ci-dessus désignés avant le terme de la convention, il devra prévenir la Safer par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard le 30 juin de l'année en cours pour que la reprise du foncier intervienne après la levée de la récolte.

Fait à ....., le .....

En triple exemplaire, dont un pour chacune des parties et un pour l'enregistrement

**Le propriétaire,**

**La Safer HAUTS DE FRANCE.**



**TEXTE DE REFERENCE**  
(Article L 142-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime)

-----

Tout propriétaire peut, par convention, mettre à la disposition d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural, en vue de leur aménagement parcellaire ou de leur mise en valeur agricole, pour autant que cette dernière soit effectuée par des agriculteurs, conformément au but fixé par les articles L. 141-1 à L. 141-5, des immeubles ruraux libres de location. Ces conventions sont dérogatoires aux dispositions de l'article L. 411-1. La durée maximale des conventions est de six ans, renouvelable une fois, quelle que soit la superficie des immeubles ruraux mis à disposition. Il en est de même pour la mise à disposition d'immeubles ruraux dans le cadre de conventions conclues avec l'Etat, une collectivité territoriale ou un établissement public.

La durée des conventions est de six ans au maximum, renouvelable une fois, pour les immeubles ruraux situés dans les périmètres de protection et d'aménagement des espaces naturels et agricoles délimités en application de l'article L. 143-2 du code de l'urbanisme, ainsi que pour les conventions portant sur la mise à disposition, pour un usage de pâturage extensif saisonnier, d'immeubles ruraux situés dans les communes mentionnées à l'article L. 113-2 du présent code.

A cet effet, la société d'aménagement foncier et d'établissement rural consent des baux qui ne sont soumis aux règles résultant du statut du fermage que pour ce qui concerne le prix. Ces baux déterminent, au moment de leur conclusion, les améliorations que le preneur s'engage à apporter au fonds et les indemnités qu'il percevra à l'expiration du bail.

A l'expiration de ce bail, lorsque celui-ci excède une durée de six ans, le propriétaire ne peut donner à bail dans les conditions de l'article L. 411-1 le bien ayant fait l'objet de la convention ci-dessus sans l'avoir préalablement proposé dans les mêmes conditions au preneur en place.

Le régime spécial des droits de timbre et d'enregistrement applicable aux conventions conclues en application du premier alinéa du présent article est régi par l'article 1028 quater du code général des impôts ci-après reproduit :

" Art. 1028 quater : Les conventions conclues en application du premier alinéa de l'article L. 142-6 et de l'article L. 181-23 du code rural et de la pêche maritime sont exonérées des droits d'enregistrement. "



## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Caudry  
Utilisateur : PASTELL Plateforme

## Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte : **DEL240924\_Q27**  
Objet : **Convention de mise à disposition de terres agricoles avec la SAFER ? Approbation**  
Type de transaction : Transmission d'actes  
Date de la décision : 2024-09-24 00:00:00+02  
Nature de l'acte : Délibérations  
Documents papiers complémentaires : NON  
Classification matières/sous-matières : 3.5 - Autres actes de gestion du domaine public  
Identifiant unique : 059-215901398-20240924-DEL240924\_Q27-DE  
URL d'archivage : Non définie  
Notification : Non notifiée

## Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b> Nom métier : 059-215901398-20240924-DEL240924_Q27-DE-1-1_0.xml	text/xml	1 Ko
<b>Document principal (Délibération)</b> Nom original : DEL240924_Q27.pdf Nom métier : 99_DE-059-215901398-20240924-DEL240924_Q27-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	773.2 Ko
<b>Annexe (Fichier de signature électronique)</b> Nom original : Q27.pdf Nom métier : 99_SE-059-215901398-20240924-DEL240924_Q27-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	192.3 Ko

## Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	30 septembre 2024 à 15h24min19s	Dépôt initial
En attente de transmission	30 septembre 2024 à 15h24min26s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 septembre 2024 à 15h24min28s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 septembre 2024 à 15h24min46s	Reçu par le MI le 2024-09-30